



HAL
open science

La Russie, un voisin instable ou une future province de l'Union européenne ?

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel. La Russie, un voisin instable ou une future province de l'Union européenne ?. Les régions de Russie à l'épreuve des théories et pratiques économiques, L'Harmattan, 2005. hal-02922877

HAL Id: hal-02922877

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02922877>

Submitted on 31 Aug 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Russie, un voisin instable ou une future province de l'Union européenne ?

Jacques Fontanel, Liliane Bensahel

In
Les régions de Russie à l'épreuve des théories et pratiques économiques,

L'Harmattan, Paris, 2005.

Résumé : La Russie n'a pas encore choisi sa voie. Elle a gagné en stabilité politique, mais les facteurs de conflits internes restent encore importants, notamment avec des revenus en stagnation, le pouvoir des oligarques, la fuite des capitaux et l'absence d'une vraie démocratie. La solution européenne pourrait être choisie, même si les regards pour des accords commerciaux importants avec l'Asie et la Chine ne manquent pas de pertinence. Une union plus élaborée de l'Europe avec la Russie, n'est guère prévisible du fait notamment des réticences des anciennes démocraties populaires, du poids de l'économie russe et du manque de solidarité d'une Europe des 25 encore bien fragile dans sa gouvernance.

Russia has not yet chosen its path. It has gained political stability, but the factors of internal conflict are still important, including stagnating revenues, oligarch power, capital flight and the absence of a democratic issue. The European solution could be chosen, even if the prospects for important trade agreements with Asia and China are not lacking in relevance. A more elaborate union of Europe with Russia is hardly foreseeable, due in particular to the reticence of the former people's democracies, the weight of the Russian economy and the lack of solidarity of a Europe of 25 still very fragile in its governance

Mots clés : Russie, Europe, relations européennes
Russia, Europe, European relations.

La Russie a connu de graves problèmes politico-économiques depuis 1990. Le système économique soviétique n'était pas très efficace. Le plan macro-économique, trop centralisé et concentré entre les mains de l'administration des ministères des secteurs économiques, était détaillé jusqu'au niveau de l'entreprise elle-même. La centralisation de l'Etat a provoqué une crise importante des infrastructures (insuffisance des moyens de transport, des télécommunications ou évidemment des structures commerciales). En outre, la politique régionale était quasiment inexistante, est plutôt axée sur les rapports entre le monde rural et celui des villes.

Cette « gouvernance » constituait un frein à l'innovation et à l'esprit d'initiative. Le système socialiste, tout en étant capable de développer des innovations majeures, était inadapté à l'essor des grappes d'innovations mineures, qui est une condition de la croissance économique cumulative. En outre, la politique économique fondée sur l'industrie lourde, utile dans une première étape du développement économique de l'URSS, a conduit inexorablement aux pénuries de biens de consommation et à un retard technologique dans la plupart des industries civiles.

Enfin, le complexe militaro-industriel était trop favorisé¹. Pendant les années de la « guerre froide », les dépenses militaires soviétiques ont représenté 20 à 30% du produit intérieur brut aux

¹ Fontanel, J., Samson, I. (2003), *Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russe*, Collection « Pour Comprendre », L'Harmattan, Paris.

prix planifiés. Isolées du reste de l'économie, les entreprises du Complexe militaro-industriel (CMI) étaient généralement monopolistiques, elles bénéficiaient de priorités de financement, de prix et de fournitures très importantes, elles recevaient des privilèges étendus pour leur personnel et des garanties fermes pour les ventes de leurs produits. Le CMI était le fer de lance de la politique industrielle nouvelle. Dès le milieu des années 1980, la planification soviétique avait demandé aux industries de défense d'entamer un processus de réorientation de leurs activités vers le secteur civil. Or, l'industrie militaire s'est rapidement avérée incapable de produire ces nouveaux biens selon des normes de qualité et de coûts compatibles avec la concurrence. Ainsi, on a pu développer un nombre considérable de modèles de grille-pain et de machines sophistiquées de presse-légumes, mais bien peu d'entre eux ont eu un avenir économique.

Si certaines industries de défense russes ont réussi leur conversion, notamment dans les secteurs relativement privilégiés de l'exploitation et de la transformation des matières premières, le plus grand nombre a échoué. Ainsi, les entreprises ont progressivement cessé de produire, tout en conservant un personnel pléthorique. Les régions de Kaliningrad et de Saint-Petersbourg, bien connues pour leurs industries militaires, ont été directement touchées par la crise du secteur de l'armement. L'industrie de l'artillerie et des missiles ont trouvé à se reconvertir dans les équipements pétroliers et gaziers, les blindés dans le gros équipement, les industries navales et aéronautiques avec plus ou moins de réussite dans leur propre secteur civil, même si c'était souvent au prix d'une perte technologique. Cependant, il ne fait aucun doute que la conversion était d'autant plus aisée que les établissements concernés étaient situés dans une région faiblement militarisée, susceptible d'attirer les investissements. Autrement dit, la conversion s'est avérée d'autant moins problématique que l'entreprise n'était pas dépendante d'un réseau industriel local lui-même fortement concerné par les restructurations du secteur militaire vers le secteur civil. Le processus de conversion entamé au début des années 1990 n'a pas produit les résultats escomptés. L'effet « masse » des régions vraiment militarisées a constitué un obstacle essentiel à la conversion².

Le nouvel ordre mondial a frappé au cœur de l'économie soviétique, l'industrie de défense. Le désarmement a accentué la des-

² Fontanel, J., Samson, I. (2003), *Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russe*, Collection « Pour Comprendre », L'Harmattan, Paris.

truction de l'ancien ordre économique et il a transformé profondément l'équilibre social des pays de l'ex Union soviétique. Les citoyens russes ont le sentiment diffus que les temps durs qui ont suivi la politique de transition vers le marché sont la conséquence des processus de démocratisation et de libéralisation de l'économie, sans pour autant prendre en considération le désastre économique provoqué par l'énorme fardeau de la défense.

La conversion se présente comme un problème fondamental pour les régions russes. La Russie a dû faire face à une double transition, d'une économie planifiée à une économie de marché, d'une économie militarisée à une économie civile. L'industrie de défense a une spécificité particulière, sa forte concentration dans une région limite sa restructuration. C'est pourquoi l'Etat qui s'était promis, au moins dans ce secteur, d'intervenir sans reprendre ses promesses est directement responsable de la crise qui a secoué certains secteurs industriels et les régions concernées par les biens et services militaires.

Les régions de Saint-Pétersbourg et de Kaliningrad ont été directement concernées par cette double transition. Fenêtres sur l'Europe, elles présentent cependant des caractéristiques particulières à l'aune de la Russie qu'il était intéressant d'étudier. Ces deux régions sont concernées directement par l'ouverture vers l'Europe, domaine qui n'a été que partiellement étudié précédemment. La question qui se pose est de savoir quel sera le poids des forces centripètes par rapport aux forces centrifuges dans les rapports complexes entre la Russie et l'Europe.

Le Conseil Européen cherche à renforcer et à préparer l'élargissement de l'Europe, sur la base du respect de la démocratie, de la stabilité macroéconomique, de l'essor de la compétition à l'intérieur du marché unique et du respect des acquis communautaires³. L'histoire de l'Europe s'est accélérée. A partir d'un processus douloureux de désintégration du bloc socialiste, un mouvement rapide d'intégration s'est mis en place, avec une volonté politique de favoriser le processus d'européanisation. Pour la Russie, deux principaux effets de désintégration peuvent être dégagés. La dissolution du CAEM en 1990 a eu des effets économiques importants. En outre, l'intégration de la Bulgarie, de la République Tchèque, de la Pologne, de la Hongrie et de la Roumanie dans l'espace économique européen, puis les accords économiques sur les biens et services avec l'Union euro-

³ Artus P., Cartapanis A., Fontagné L. (1999), « L'élargissement de l'Union européenne en Europe centrale : les enjeux », *La Revue Economique*, vol. 50, n°6, novembre.

péenne de 1991 à 1993 et, enfin, l'adhésion au GATT, puis à l'OMC, ont définitivement scellé cette rupture. Ensuite, la fin de l'URSS, une union politique et économique, qui a fonctionné pendant les trois quarts du XX^e siècle, a provoqué une dislocation des échanges commerciaux.

Le coût de la désintégration a été très important, mais il a été mal évalué, sans doute parce que les instruments statistiques et économiques n'étaient pas adaptés à une analyse fiable. Du point de vue de l'Union européenne, la transition de la Russie vers l'économie de marché a constitué une « heureuse » surprise, permettant à la fois l'essor de la démocratie et le détachement des démocraties populaires et leur intégration progressive dans sa propre communauté. Les citoyens russes bénéficient aujourd'hui de la liberté de parole et de religion. Même si la Russie connaît des progrès économiques encore insuffisants et largement dépendants des conditions politiques, elle montre des signes de relance et de restructuration économiques très encourageants.

Pour les pays occidentaux, le principal intérêt de la Russie est géoéconomique, car ce pays reste une grande puissance militaire, qui conserve encore plus de 7 000 vecteurs nucléaires (malgré les 1 500 têtes désactivées et les 300 lanceurs de missiles détruits pendant la présidence Clinton). Il n'en reste pas moins que l'économie russe est trop faible pour avoir une influence décisive sur les conditions économiques globales. L'intérêt occidental pour les processus de désintégration du CAEM, du Pacte de Varsovie et de l'URSS est limité à la fin de la guerre froide, l'hégémonie des structures du marché, la réduction du pouvoir militaire du bloc socialiste et l'essor du processus de la paix.

L'intégration européenne et la désintégration des PECO sont deux facteurs d'un même processus de développement des forces marchandes. C'est pourquoi les rapprochements et les processus d'harmonisation entrent dans la logique de l'essor des valeurs de la globalisation initiées par l'économie de marché. La nature restrictive de la politique commerciale de l'union commerciale a constitué une motivation importante des pays en transition pour rejoindre l'UE. Dans ces conditions, l'intégration dans l'Europe constitue à la fois une rupture « définitive » des rapports privilégiés avec le passé soviétique et une protection contre une vague protectionniste éventuelle de l'UE. Pour celle-ci, l'intégration des PECO dans l'UE constitue d'abord « une contribution positive dans la stabilité et la

sécurité du continent européen » (Helsinki, 1999). C'est pourquoi la Russie n'est pas exclue du processus, au moins à terme.

Aujourd'hui, les pays intégrés dans l'UE reçoivent les avantages de l'aide dispensée aux nouveaux « arrivants ». Les pays rejetés (Bulgarie, Roumanie) supportent des restrictions dans leur accès au financement et un écart croissant du niveau de développement est susceptible d'apparaître. L'ouverture des marchés et le développement de la compétition économique accélèrent la compétitivité des pays « intégrés ». Les transferts de ressources importants en faveur du « Premier Cercle » (en matière d'infrastructures publiques et de soutiens aux taux de change, à la demande interne, à la réduction du budget public et aux contraintes des balances de paiements) leur donne de grands avantages (notamment dans la lutte anti-dumping et l'encouragement à l'investissement international), alors que se développent des effets d'éviction pour les pays exclus.

La Russie, de ce fait, a perdu ses marchés traditionnels et elle subit de nouvelles formes de concurrence de pays ayant reçu des « effets de croissance et de développement » importants du processus d'intégration européenne.

– L'élargissement est une préoccupation principale de la Russie, car il donne des avantages importants aux pays adhérents, notamment en matière de liberté du commerce international. Officiellement, Moscou accepte généralement ces projets qui améliorent la sécurité du continent. Il n'empêche que les considérations économiques ternissent un peu cette image positive. Dans ces conditions, des accords spéciaux avec l'Europe doivent se développer.

– La Russie, qui est toujours tentée par la dollarisation, pourrait trouver dans l'euro un bouclier utile contre l'hégémonie du dollar. Aujourd'hui, l'euro participe à la définition du taux de change du rouble. Un euro fort conduit à un accroissement des prix des produits en provenance de l'Europe et à une réduction des coûts de transaction, ce qui serait favorable à l'économie russe. Cette situation est satisfaisante en cette fin d'année 2003.

– Cependant, il est très difficile de mesurer les conséquences de l'élargissement sur l'économie russe. Or, celle-ci se trouve dans le troisième cercle, après celui des admis et celui des exclus, admis dans le futur. Les effets d'éviction pourraient être très importants, car la Russie n'est pas une priorité. Il devrait en résulter une diversion des transferts de commerce et d'investissements susceptibles de conduire la Russie vers une situation de crise.

– Aujourd'hui, les critères économiques sont moins importants que la volonté politique, ce qui constitue une leçon d'importance dans les nouvelles relations entre la Russie et l'UE.

L'UE a défini 5 critères pour l'intégration des monnaies nationales dans l'union monétaire : la convergence nominale des inflations, les taux d'intérêt à long terme, le déficit fiscal (en pourcentage du PIB) et le taux de change. Pour les membres de l'ancien CAEM, la convergence sera fondée à peu près sur les mêmes critères, ce qui ne semble pas poser de problèmes insolubles. Par contre, les critères de Copenhague introduisent des dimensions qualitatives, comme la stabilité des institutions garantissant la démocratie, l'existence d'une économie de marché réelle capable de produire une concurrence exacerbée, la capacité de tenir compte des obligations des membres de l'UE en respectant les acquis communautaires et en développant un système de lois capables de renforcer, en pratique, les principaux résultats obtenus. L'idée majeure de la convergence est l'acceptation, par les Russes, de la philosophie du capitalisme, dans le cadre du processus de la globalisation et de la suppression des forces socialistes, comme la propriété publique, les monopoles d'Etat ou la fermeture du commerce international. Cependant, la convergence est le résultat d'un mouvement interne entre les structures politiques et économiques, dans le cadre d'une transformation évolutionniste systémique bientôt achevée. Si la convergence entre la Russie et l'Europe existe, elle n'en est pas moins encore insuffisante. Mais la volonté politique est sans doute plus forte que les simples contraintes économiques.

La Russie sera bientôt membre de l'OMC. Avec l'Europe, on parle toujours d'un rapprochement. Plusieurs contrats ont déjà été signés, notamment dans les secteurs de l'espace, des universités, de l'environnement et de l'énergie. Aujourd'hui, l'Europe gagne des parts de marché et le processus de convergence a réellement commencé à se développer. D'un point de vue politique et stratégique, la Russie de Poutine se rapproche de l'Europe, malgré le souhait souvent exprimé de discuter d'égal à égal avec les Etats-Unis. L'élargissement de l'OTAN a modifié le poids des forces militaires en Europe. C'est un vrai challenge pour la sécurité de la Russie, qui peut être partiellement résolu par la coopération. Mais personne ne doit cependant oublier que la Russie dispose toujours d'un potentiel nucléaire énorme et que ses intérêts économiques ne doivent pas être négligés.

Aujourd'hui, la Russie semble avoir défini ses priorités :

- d’abord, être membre de l’OMC,
- ensuite, appartenir à la zone européenne, avec la signature de contrats importants avec l’UE,
- enfin, obtenir un accord particulier, quand les 27 membres candidats à l’UE en seront membres.

La convergence a bien encore des obstacles économiques à surmonter, mais c’est d’abord et avant tout une question politique, la volonté d’avoir un futur commun. La question posée en guise de conclusion n’est pas tranchée. La Russie a amélioré sa stabilité politique, mais les soubresauts des conflits de Poutine avec les oligarques pourraient fragiliser la situation économique de la Russie, avec un développement de la fuite des capitaux et des cerveaux et une bataille politique qui, en Russie, ne s’accompagne que très rarement de fondements démocratiques profonds. La Russie n’a pas encore choisi sa voie. Pourtant, la solution européenne serait, pour les régions de Kaliningrad et de Saint-Petersbourg, d’un formidable secours pour leur développement économique respectif. Il n’est pas sûr, cependant, que les autres régions soient elles-mêmes aussi intéressées par cette opportunité. Enfin, il n’est pas évident que l’Europe des 25 soit suffisamment solidaire pour souhaiter « supporter » encore le poids de l’importance politico stratégique de la Russie dans un processus d’intégration difficile, dans lequel les nouveaux arrivants sont tenus à la « modestie » et au respect des règles acceptées par contrat.

Bibliographie

Artus, P., Cartapanie, A., Fontagné, L. (1999), L’élargissement de l’Union européenne en Europe centrale : les enjeux, *Revue économique*, Vol 50, Novembre.

Fontanel, J., Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics*, 1995, 6.3.

Fontanel, J. (2000), Les désagréments économiques de l’absence d’Etat. L’exemple de la Russie. In *Les fondements de l’action économique de l’Etat.*, Université Pierre Mendès France. Côté Cours, Grenoble

Fontanel, J. (2002), La convergence entre l’Union européenne et la Russie, in « Les incertitudes d’aujourd’hui », *Cahiers de l’Espace Europe*, Grenoble, 2002. pp.17-24.

Fontanel, J., Bensahel, L. (2002), Guerre et économie. Les liaisons dangereuses, *Revue Géoéconomie*, fin 2002.

Fontanel, J., Arrow, K., Klein, L. and Sen, A., 2003. *Civilisations, globalisation et guerre.* PUG, *Presses Universitaires de Grenoble*, PUG, Grenoble.

Fontanel, J., Samson, I. (2003), *Les liaisons dangereuses entre l’Etat et l’économie russe*, L’Harmattan, Paris.

Shkaratan ,O., Fontanel, J. (1998), Conversion and personnel in the Russian Military-Industrial Complex *Defence and Peace Economics*, Vol. 9. 1998.